

Gelet op het rapport van 9 november 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehadt en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Besluit :

Artikel 1. In het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot organisatie van de online pedagogische afspraak, door middel van een elektronisch platform, in uitvoering van artikel 7/1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B, wordt de bijlage vervangen door de bijlage bij dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Namen, 10 november 2020.

V. DE BUE

Gelet op het ministerieel besluit van 10 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot organisatie van de online pedagogische afspraak, door middel van een elektronisch platform, in uitvoering van artikel 7/1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B "Bijlage. Lijst van de instellingen bevoegd om de pedagogische afspraak te maken op afstand of "e-learning"

Naam van de instelling	Adres van de maatschappelijke zetel	Uniek ondernemingsnummer	Rechtsstatuut
Agence wallonne pour la Sécurité routière, (A.W.S.R).	Chaussée de Liège 654C te 5100 Jambes	0539.960.891	ASBL
CONDUCT BELGIUM	Rue d'Arlon 53 te 1040 Brussel	0692.823.785	SA
B.T.I. BELGIUM	Rue des Crocheux 5 te 6140 Fontaine-l'Évêque	0475.986.819	SPRL
GO FOR DRIVE	Rue de la Gare 11 te 4960 Malmedy	0746.847.540	ASBL

”.

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 10 november 2020 tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 oktober 2018 tot organisatie van de online pedagogische afspraak, door middel van een elektronisch platform, in uitvoering van artikel 7/1, § 2, van het koninklijk besluit van 10 juli 2006 betreffende het rijbewijs voor voertuigen van categorie B.

Namen, 10 november 2020.

De Minister van Verkeersveiligheid,

V. DE BUE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/43910]

26 NOVEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 57 portant sur des mesures d'urgences en matière d'accès à l'énergie durant la crise COVID-19 et la période hivernale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19, article 1

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée;

Considérant le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 33ter, § 3, inséré par le décret du 17 juillet 2008, et 34, § 1^{er}, 3°, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 11 avril 2014, 17 juillet 2018 et 1^{er} octobre 2020;

Considérant le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 31quater, § 3, inséré par le décret du 17 juillet 2008 et remplacé par le décret du 31 mai 2015, et 32, § 1^{er}, 3°, remplacé par le décret du 17 juillet 2008 et modifié par les décrets des 21 mai 2015 et 17 juillet 2018;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2003 relatif à la commission locale pour l'énergie;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié dernièrement par arrêté ministériel du 1^{er} novembre 2020;

Considérant le rapport du 3 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020; précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 16 octobre 2020;

Considérant que cette nouvelle évolution exponentielle a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique; qu'à la date du 3 novembre 2020, au total 7485 patients ont été admis dans les hôpitaux belges; qu'à cette même date, au total 1351 patients ont été admis dans les unités de soins intensifs; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 augmente et que ceci peut avoir un effet significatif sur la santé publique; que l'accueil des patients sur le territoire est de plus en plus mis sous pression;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires;

Considérant que durant cette crise sanitaire, il convient de prendre toutes les mesures afin d'éviter que des ménages doivent se loger de manière urgente chez des relations, et donc à se rassembler au sein d'un même logement parce qu'il n'aurait plus accès ni à l'électricité, ni au gaz et d'autant plus en cette période hivernale;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population impose de limiter les déplacements de chacun et oblige le télétravail; que cette mesure induit une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population imposent de limiter les déplacements de chacun et obligent le télétravail; que ces mesures induisent une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale;

Considérant qu'il convient aujourd'hui de prévoir dans l'urgence un accès à tous et en tout temps à l'énergie en quantité suffisante;

Considérant que cet accès à l'énergie, d'autant plus essentiel en période de crise, ne peut pas subir le moindre retard;

Considérant, au vu de ce qui précède, que l'absence de ces mesures urgentes constituerait un péril grave;

Vu l'avis 68.296/4 du Conseil d'Etat, donné le 23 novembre 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur proposition du Ministre de l'Energie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 électricité : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité;

2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 gaz : l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz.

Art. 2. Par dérogation aux articles 33bis/1 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et 31ter du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les placements de compteur à budget prévus dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 électricité et dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 gaz sont suspendus jusqu'au 31 janvier 2021. Aucune demande de placement de compteur à budget n'est déposée par le fournisseur auprès des gestionnaires de réseau jusqu'à cette échéance.

Art. 3. Toutes les procédures de coupure sont suspendues sauf pour des raisons de sécurité.

Art. 4. Par dérogation aux articles 33bis/1, alinéa 3, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et 31ter, § 2, alinéa 4, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et aux articles 36 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 électricité et 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 gaz, tout client final peut :

1° demander à son gestionnaire de réseau de distribution la fourniture d'une avance sur sa prochaine recharge;

2° demander à son gestionnaire de réseau de distribution la désactivation de son compteur à budget.

Le gestionnaire de réseau de distribution accède à la demande du client final dans les cinq jours de la réception de la demande, dans les limites des capacités techniques du gestionnaire de réseau.

Concernant l'alinéa 1^{er}, 1°, les consommations avancées au client final restent à sa charge.

Art. 5. Par dérogation à l'article 31quater, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz et à l'article 40 l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 gaz, la décision de la Commission n'est pas sollicitée pour évaluer le maintien et la prise en charge de l'aide fournie au client protégé qui n'est plus en mesure d'alimenter son compteur à budget pour la résidence qu'il occupe à titre de résidence principale. Le client reste redevable de 30% de la facture liée à ces consommations. Le gestionnaire de réseau de distribution notifie pour le 30 août 2021 à l'Administration une déclaration de créance sur l'honneur précisant le nombre de ménages concernés, le volume de gaz mis à disposition et les données ayant abouti à cette estimation, ainsi que la période d'application.

Art. 6. Par dérogation à l'article 33bis/1, alinéa 2, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et à l'article 38 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 électricité, la fonction de limiteur de puissance du compteur à budget peut être demandée par le client protégé au gestionnaire de réseau de distribution. Ces consommations restent à la charge du client protégé.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le lendemain de sa publication au *Moniteur belge* et cesse d'être en vigueur le 31 mars 2021.

Art. 8. Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 26 novembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/43910]

26. NOVEMBER 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 57 über Dringlichkeitsmaßnahmen bezüglich des Zugangs zu Energie während der Krise COVID-19 und der Winterperiode

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets zur Gewährung von Sondervollmachten an die wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des Covid-19, Artikel 1

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 33ter § 3, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, und 34 § 1, Ziffer 3, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 11. April 2014, 17. Juli 2018 und 1. Oktober 2020;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 31quater § 3, eingefügt durch das Dekret vom 17. Juli 2008, und ersetzt durch das Dekret vom 31. Mai 2015, und 32 § 1, Ziffer 3, ersetzt durch das Dekret vom 17. Juli 2008 und abgeändert durch die Dekrete vom 21. Mai 2015 und 17. Juli 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Juli 2003 über die lokale Kommission für Energie;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Urkunden der Regierung, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2020 abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

Aufgrund des Berichts vom 3. November 2020, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungsgefahr, seines Sterblichkeitsrisikos und der Zahl der entdeckten Fälle

In Anbetracht der Eröffnungsrede des WHO-Generaldirektors vom 12. Oktober 2020, in der er erklärt, dass das Virus hauptsächlich zwischen engen Kontakten übertragen wird und zu Ausbrüchen führt, die durch die Anwendung gezielter Maßnahmen unter Kontrolle gebracht werden könnten;

In Anbetracht dessen, dass unser Land seit dem 16. Oktober 2020 auf nationaler Ebene auf Alarmstufe 4 (sehr hohe Alarmstufe) ist;

In der Erwägung, dass diese neue exponentielle Entwicklung zur Folge hat, dass die Überlastungsrate in den Krankenhäusern, insbesondere auf den Intensivstationen, wieder kritisch wird; dass am 3. November 2020 insgesamt 7485 Patienten in belgische Krankenhäuser eingeliefert wurden; dass am selben Tag insgesamt 1351 Patienten auf Intensivstationen aufgenommen wurden; dass der Druck auf die Krankenhäuser und auf die Kontinuität der nicht mit dem COVID-19 verbundenen Pflegen zunimmt und dass dies erhebliche Auswirkungen auf die öffentliche Gesundheit haben kann; dass die Aufnahme von Patienten im Gebiet unter zunehmendem Druck steht;

In Anbetracht der Tatsache, dass das Coronavirus COVID-19 eine Infektionskrankheit ist, die im Allgemeinen die Lungen und die Atemwege befällt;

In der Erwägung, dass während dieser Gesundheitskrise alle Maßnahmen ergriffen werden sollten, um zu verhindern, dass die Haushalte dringend bei Verwandten bzw. Bekannten unterkommen und sich somit in derselben Wohnung versammeln müssen, weil sie keinen Zugang zu Strom oder Gas haben, umso mehr in dieser Winterzeit;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Bewegungen aller einzuschränken und Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahme zu einem höheren Energieverbrauch der Haushalte führt, der durch die Winterperiode noch verstärkt wird;

In der Erwägung, dass die außergewöhnliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit COVID-19, die Belgien derzeit durchlebt, sowie die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Bewegungen aller einzuschränken, und Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahmen zu einem höheren Energieverbrauch der Haushalte führen, der in der Winterzeit noch ausgeprägter ist;

In der Erwägung, dass es nun dringend notwendig ist, den Zugang zu ausreichender Energie für alle jederzeit zu gewährleisten;

In der Erwägung, dass dieser Zugang zu Energie, der in Krisenzeiten umso wichtiger ist, nicht aufgeschoben werden kann;

In der Erwägung, dass das Fehlen solcher Dringlichkeitsmaßnahmen in Anbetracht des Vorstehenden eine ernste Gefahr darstellen würde;

Aufgrund des am 23. November 2020 in Anwendung von Artikel 84, § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.296/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Elektrizität: Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt;

2° Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Gas: Erlass der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt.

Art. 2 - Abweichend von Artikel 33bis/1 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes und 31ter des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes wird die im Erlass der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Elektrizität und im Erlass der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Gas vorgesehene Installation eines Budgetzählers bis zum 31. Januar 2021 ausgesetzt. Bis zu diesem Termin reicht der Versorger bei den Netzbetreibern keinen Antrag für die Installation von Budgetzählern ein.

Art. 3 - Alle Sperrungsverfahren werden außer aus Sicherheitsgründen ausgesetzt.

Art. 4 - Abweichend von Artikel 33bis/1 Absatz 3 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes und Artikel 31ter § 2 Absatz 4 des Erlasses vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes und Artikel 36 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Elektrizität und Artikel 38 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Gas kann jeder Endkunde :

1° bei dem Betreiber seines Verteilernetzes einen Vorschuss auf das nächste Wiederaufladen beantragen;

2° bei dem Betreiber seines Verteilernetzes eine Deaktivierung seines Budgetzählers beantragen.

Der Betreiber des Verteilernetzes kommt dem Antrag des Endkunden innerhalb von fünf Tagen nach Eingang des Antrags im Rahmen der technischen Möglichkeiten des Netzbetreibers nach.

In Bezug auf Absatz 1, Ziffer 1° bleibt der dem Endkunden vorgezogene Verbrauch auf seine Kosten.

Art. 5 - Abweichend von Artikel 31quater, § 2, Absatz 1, Ziffer 1° des Dekrets vom 19. Dezember 2002 über die Organisation des regionalen Gasmarktes und von Artikel 40 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Gas wird zur Beurteilung der Beibehaltung und Zahlung der Beihilfe für den geschützten Kunden, der nicht mehr in der Lage ist, seinen Budgetzähler für die von ihm als Hauptwohnsitz genutzte Wohnung zu bespeisen die Entscheidung der Kommission nicht herangezogen. Der Kunde bleibt für 30 % der mit diesem Verbrauch verbundenen Rechnung zahlungspflichtig. Der Verteilungsnetzbetreiber übermittelt der Verwaltung bis zum 30. August 2021 eine ehrenwörtliche Forderungsanmeldung, in der die Anzahl der betroffenen Haushalte, die zur Verfügung gestellte Gasmenge und die Daten, die zu dieser Schätzung geführt haben, sowie der Anwendungszeitraum angegeben sind.

Art. 6 - Abweichend von Artikel 33bis/1 Absatz 2 des Dekrets vom 12. April 2001 über die Organisation des regionalen Elektrizitätsmarktes und Artikel 38 des Erlasses der wallonischen Regierung vom 30. März 2006 Elektrizität kann die Funktion des Leistungsbegrenzers des Budgetzählers vom geschützten Kunden beim Verteilungsnetzbetreiber beantragt werden. Dieser Verbrauch bleibt zu Lasten des geschützten Kunden.

Art. 7 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft und am 31. März 2021 außer Kraft.

Art. 8 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. November 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/43910]

26 NOVEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 57 houdende noodmaatregelen inzake de toegang tot energie tijdens de COVID-19-crisis en de winterperiode

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 29 oktober 2020 tot toekenning van bijzondere machten aan de Waalse Regering om te reageren op de tweede golf van de gezondheids crisis door Covid-19, artikel 1;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, de artikelen 33ter, § 3, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008, en 34, § 1, 3°, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 11 april 2014, 17 juli 2018 en 1 oktober 2020;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 31quater, § 3, ingevoegd bij het decreet van 17 juli 2008 en vervangen bij het decreet van 31 mei 2015, en 32, § 1, 3°, vervangen bij het decreet van 17 juli 2008 en gewijzigd bij de decreten van 21 mei 2015 en 17 juli 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 juli 2003 betreffende de plaatselijke commissie voor energie;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 september 2019 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 2 oktober 2020;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, laatst gewijzigd bij het ministerieel besluit van 1 november 2020;

Gelet op het verslag van 3 november 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Overwegende dat de WHO het coronavirus COVID-19 als pandemie gelabeld heeft op 11 maart 2020;

Gelet op de verklaring van WHO in verband met de kenmerken van het coronavirus COVID-19, in het bijzonder de sterke besmettelijkheid, het sterfelijkheidsrisico en het aantal vastgestelde gevallen;

Gelet op de openingstoespraak van de directeur-generaal van de WHO van 12 oktober 2020, waarin staat dat het virus vooral wordt overgedragen tussen nauwe contacten en leidt tot uitbraken van epidemieën die door de toepassing van gerichte maatregelen kunnen worden bestreden;

Gelet op het feit dat ons land sinds 16 oktober 2020 op nationaal niveau op dreigingsniveau 4 (zeer hoog niveau) staat;

Overwegende dat deze nieuwe exponentiële evolutie tot gevolg heeft dat de bezettingsgraad van de ziekenhuizen, in het bijzonder van de diensten van de intensieve zorg, opnieuw kritiek wordt; dat op 3 november 2020 in totaal 7485 patiënten werden opgenomen in de Belgische ziekenhuizen; dat op diezelfde datum in totaal 1351 patiënten werden opgenomen op de diensten van de intensieve zorg; dat de druk op de ziekenhuizen en op de continuïteit van de niet-COVID-19-zorg toeneemt en dat dit een aanzienlijk effect kan hebben op de volksgezondheid; dat de opvang van patiënten op het grondgebied meer en meer onder druk komt te staan;

Overwegende dat het coronavirus COVID-19 een infectieziekte is die meestal de longen en luchtwegen aantast;

Overwegende dat tijdens deze gezondheidscrisis alle maatregelen moeten worden genomen om te voorkomen dat huishoudens dringend bij familieleden moeten verblijven en zich dus in dezelfde woning moeten verzamelen omdat ze geen toegang tot elektriciteit of gas zouden hebben, des te meer in deze winterperiode;

Overwegende dat de huidige en toekomstige maatregelen die worden genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, het noodzakelijk maken om de verplaatsingen van elk individu te beperken en het noodzakelijk maken om thuis te werken; dat deze maatregel leidt tot een groter energieverbruik door de huishoudens, wat nog wordt versterkt door de winterperiode;

Overwegende dat de uitzonderlijke gezondheidscrisis in verband met COVID-19 die België momenteel doormaakt en de huidige en toekomstige maatregelen die zijn genomen om de verspreiding van het virus in de bevolking te beperken, het noodzakelijk maken om de verplaatsingen van iedereen te beperken en telewerken te verplichten; deze maatregelen leiden tot een hoger energieverbruik van de huishoudens, dat nog meer uitgesproken is tijdens de winterperiode;

Overwegende dat het nu nodig is om dringend te zorgen voor toegang tot voldoende energie voor iedereen op elk moment;

Overwegende dat deze toegang tot energie, die in tijden van crisis des te belangrijker is, niet kan worden uitgesteld;

Overwegende dat in het licht van het voorgaande het ontbreken van dergelijke dringende maatregelen een ernstig gevaar zou vormen;

Gelet op advies 68.296/4 van de Raad van State, gegeven op 23 november 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake elektriciteit: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de elektriciteitsmarkt;

2° besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake gas: het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt.

Art. 2. In afwijking van de artikelen 33bis/1 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en 31ter van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, worden de plaatsingen van budgetmeters, zoals voorzien in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake elektriciteit en in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake gas, opgeschort tot 31 januari 2021. Tot deze termijn wordt door de leverancier geen aanvraag voor de installatie van budgetmeters ingediend bij de netbeheerders.

Art. 3. Alle onderbrekingsprocedures worden opgeschort, behalve om veiligheidsredenen.

Art. 4. In afwijking van artikel 33bis/1, lid 3, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en artikel 31ter, § 2, lid 4, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en artikel 36 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake elektriciteit en artikel 38 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake gas, kan elke eindafnemer :

1° zijn distributienetbeheerder vragen om een voorschot op zijn volgende heroplading;

2° zijn distributienetbeheerder vragen zijn budgetmeter uit te schakelen.

De distributienetbeheerder voldoet aan het verzoek van de eindafnemer binnen vijf dagen na ontvangst van het verzoek, binnen de grenzen van de technische mogelijkheden van de netbeheerder.

Met betrekking tot het eerste lid, 1°, blijft het voorgeschoten verbruik voor rekening van de eindafnemer.

Art. 5. In afwijking van artikel 31^{quater}, § 2, eerste lid, 1°, van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en artikel 40 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake gas, wordt de beslissing van de Commissie niet gevraagd om het behoud en de betaling van de hulp aan de beschermde afnemer die niet meer in staat is om zijn budgetmeter te bevoorraden voor de woonplaats die hij als hoofdverblijfplaats gebruikt, te beoordelen. De afnemer blijft verplicht om 30% van de rekening te betalen voor dergelijk verbruik. Uiterlijk op 30 augustus 2021 stelt de distributienetbeheerder de administratie in kennis van een aangifte van schuldvordering op erewoord met vermelding van het aantal betrokken huishoudens, het ter beschikking gestelde gasvolume en de gegevens die tot deze raming hebben geleid, alsmede van de toepassingsperiode.

Art. 6. In afwijking van artikel 33^{bis}/1, lid 2, van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de regionale elektriciteitsmarkt en artikel 38 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 inzake elektriciteit, kan de functie van vermogensbegrenzer van de budgetmeter door de beschermde afnemer worden aangevraagd bij de distributienetbeheerder. Deze verbruiken blijven ten laste van de beschermde afnemer.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag volgend op de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* en houdt op van kracht te zijn op 31 maart 2021.

Art. 8. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 26 november 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,

Ph. HENRY

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BELEID EN ONDERSTEUNING

[C – 2020/43869]

Personeel. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 15 maart 2020, wordt Mevr. Christine MICHAUX benoemd tot rijksambtenaar in de klasse A1 bij de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning in een betrekking van het Franse taalkader, met ingang van 1 augustus 2020.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, te 1040 BRUSSEL te worden toegezonden.

SERVICE PUBLIC FEDERAL STRATEGIE ET APPUI

[C – 2020/43869]

Personnel. — Nomination

Par arrêté royal du 15 mars 2020, Mme Christine MICHAUX est nommée agent de l'Etat dans la classe A1 au Service public Fédéral Stratégie et Appui dans un emploi du cadre linguistique français, à partir du 1^{er} août 2020.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours peut être introduit endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, à 1040 BRUXELLES.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN

[C – 2020/16208]

Raad voor Vreemdelingenbetwistingen

Bij koninklijk besluit van 30 september 2020, wordt aan Mevr. Ilse VAN DEN BOSSCHE, op haar verzoek, eervol ontslag verleend uit het ambt van rechter in vreemdelingenzaken bij de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen. Het koninklijk besluit treedt in werking op 1 januari 2021.

SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR

[C – 2020/16208]

Conseil du Contentieux des Etrangers

Par arrêté royal du 30 septembre 2020, la démission honorable de ses fonctions de juge au contentieux des étrangers au Conseil du Contentieux des Etrangers est accordée à sa demande à Mme Ilse VAN DEN BOSSCHE. L'arrêté royal entre en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST WERKGELEGENHEID, ARBEID EN SOCIAAL OVERLEG

[2020/204984]

Algemene Directie Collectieve Arbeidsbetrekkingen Besluiten betreffende de leden van de paritaire comités

Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden

Bij besluit van de Directeur-generaal van 12 november 2020, dat uitwerking heeft met ingang van 26 oktober 2020:

wordt de heer Jan MEEUWENS, te Meise, als vertegenwoordiger van een werknemersorganisatie, tot gewoon lid benoemd van het Aanvullend Paritair Comité voor de bedienden, ter vervanging van mevrouw Dorine CORDY, te Brugge, van wie het mandaat een einde nam op verzoek van de organisatie die haar had voorgedragen; hij zal het mandaat van zijn voorganger voleindigen;

SERVICE PUBLIC FEDERAL EMPLOI, TRAVAIL ET CONCERTATION SOCIALE

[2020/204984]

Direction générale Relations collectives de travail Arrêtés concernant les membres des commissions paritaires

Commission paritaire auxiliaire pour employés

Par arrêté du Directeur général du 12 novembre 2020, qui produit ses effets le 26 octobre 2020:

Monsieur Jan MEEUWENS, à Meise, est nommé, en qualité de représentant d'une organisation de travailleurs, membre effectif de la Commission paritaire auxiliaire pour employés, en remplacement de Madame Dorine CORDY, à Bruges, dont le mandat a pris fin à la demande de l'organisation qui l'avait présentée; il achèvera le mandat de son prédécesseur;